

صحن من العمل

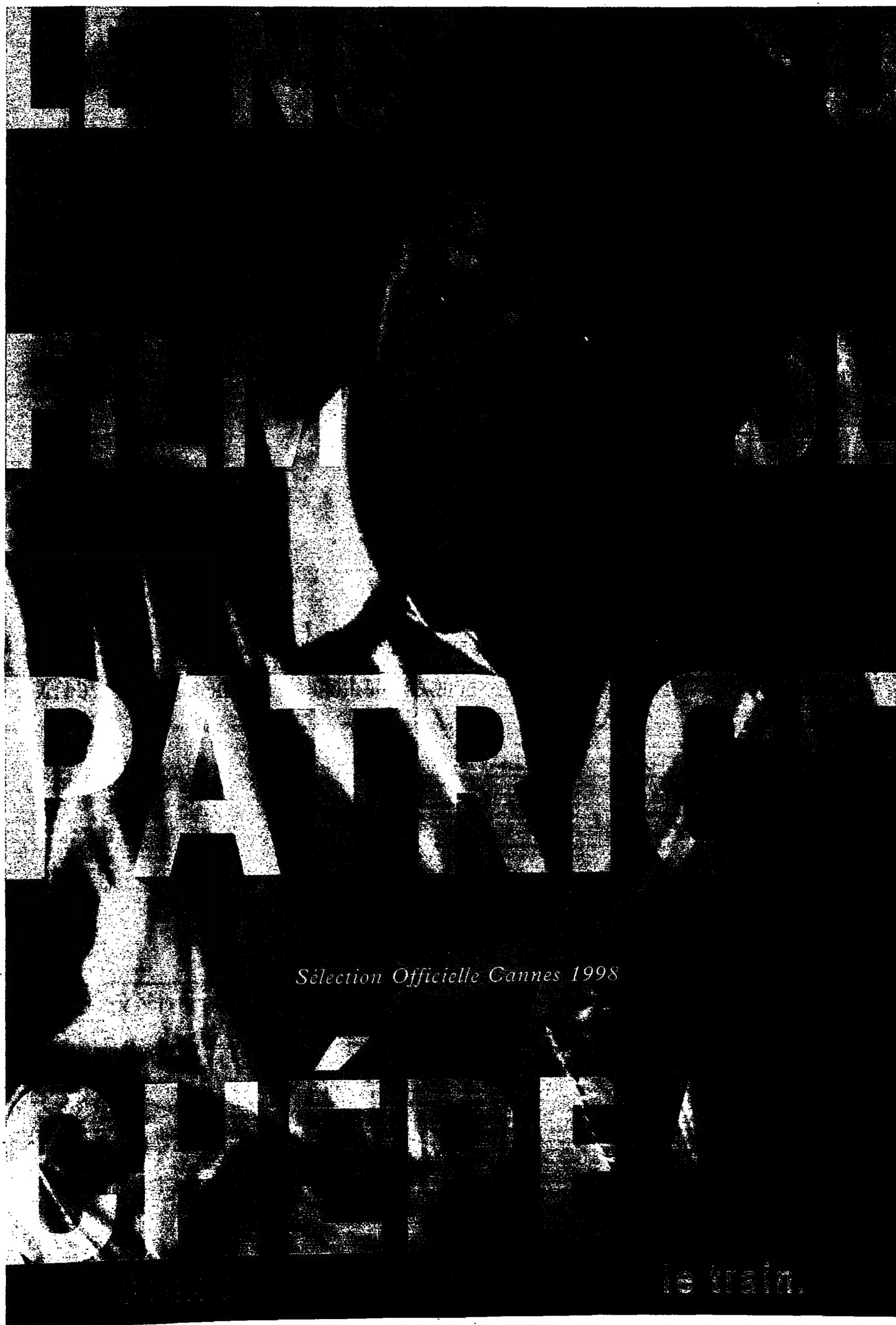
INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 AVRIL 1998 / 3

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 25 AVRIL 1998 / 5

CHARLES GASSOT PRÉSENTE



SORTIE MAI 1998

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 25 AVRIL 1998

Le véritable visage de la France du chômage

Une enquête de l'INSEE apporte un nouvel éclairage sur la répartition territoriale de l'emploi. 348 zones, fondées sur les réalités économiques et non sur les découpages administratifs, sont étudiées. On découvre une extrême diversité des situations et des écarts vertigineux

LE CHÔMAGE n'est pas seulement un chiffre mensuel et une réalité macroéconomique. C'est surtout un mal vécu au niveau local. C'est dire l'importance des analyses qui, complétant les enquêtes nationales, mettent en lumière la spécificité des zones ou des bassins d'emploi, les lieux où doit s'élaborer la politique de lutte contre le chômage. La nécessité d'améliorer la connaissance et le fonctionnement du marché du travail local avait débouché sur la création, en 1982, des comités de bassin d'emplois réunissant État, entreprises et collectivités. Cette approche territoriale s'est renforcée au fil des ans.

Le ministère du travail a récemment défini « une typologie des zones d'emplois sensibles aux risques de chômage » comprenant neuf classes (dossiers de la Dares, n° 3-4, octobre 1997). Ce travail d'identification des zones à risque doit permettre une gestion plus prospective de l'emploi et un meilleur ciblage des aides publiques. L'étude sur « Le chômage par zone d'emplois », publiée vendredi 24 avril par l'Insee (Insee Première, n° 577), va dans ce sens, même si elle ne contient pas une monographie des 348 zones définies par le ministère du travail en 1994.

On sait que le chômage n'est pas également réparti sur le territoire, et qu'il est plus massif dans le Nord-Pas-de-Calais, en Haute-Normandie et en Languedoc-Roussillon qu'en Alsace ou en Rhône-Alpes. Mais les écarts se creusent vertigineusement quand on compare les zones d'emplois, qui ne sont pas le fruit d'un découpage administratif abstrait, mais des entités construites sur la base des mouvements de population (domicile-travail), là où s'opère

le « difficile ajustement » entre la demande d'emploi et l'offre des entreprises. « Entre la zone d'Altkirch en Alsace (taux de chômage : 4 % de la population active) et celle du Valenciennois (22 %), qui vient néanmoins d'obtenir l'usine Toyota, note l'auteur de l'étude, il y a plus de différence qu'entre la France et ses voisins de l'Union européenne. »

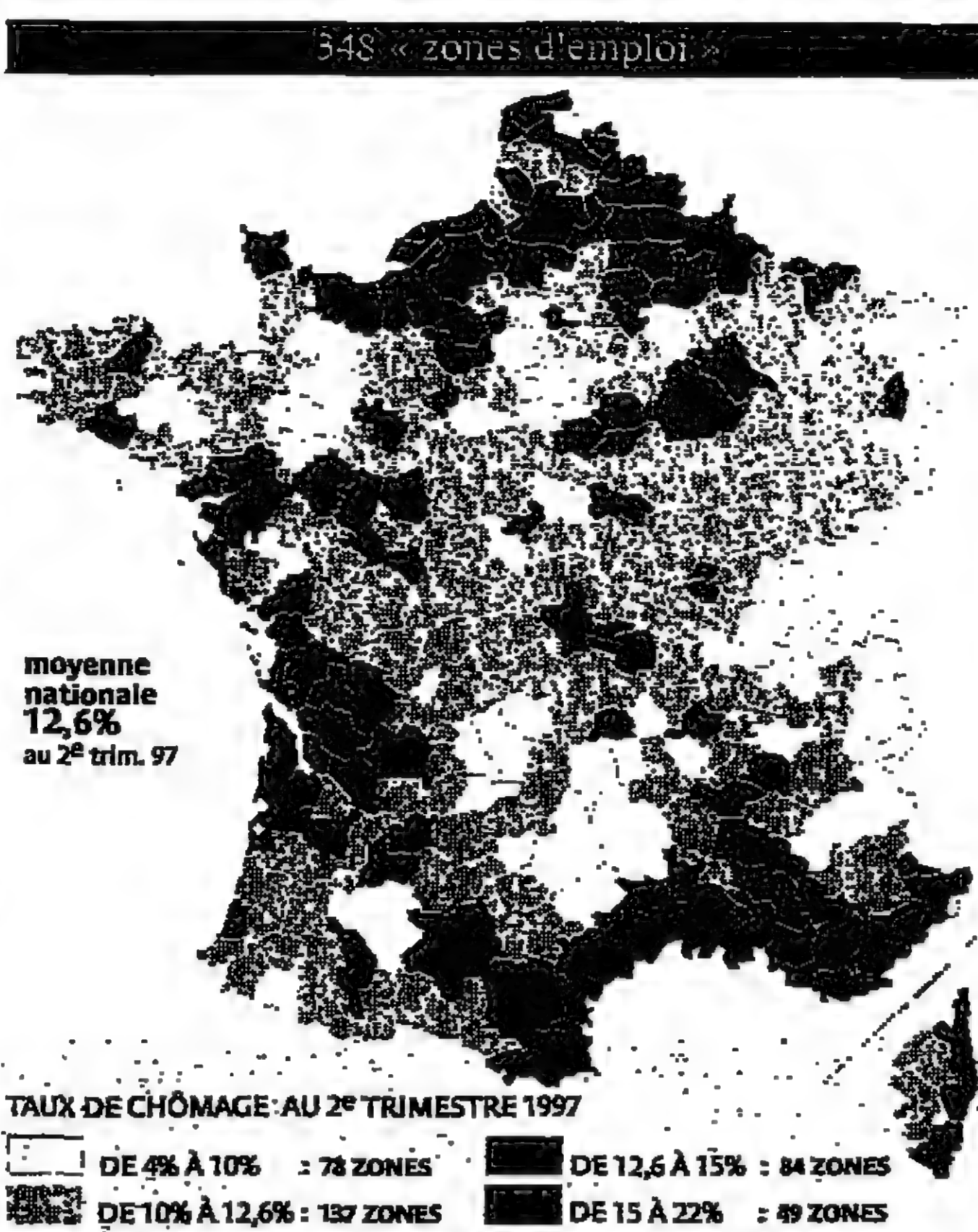
● 215 des 348 zones d'emplois ont un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale (12,6 % en juin 1997, fin de la période étudiée). Elles couvrent trois grandes aires de la métropole.

L'espace rural de l'Ouest et du Centre d'abord, où « le déclin démographique masque fréquemment le faible dynamisme du secteur productif », souligne l'Insee. Les gens émigrent, ce qui explique des taux de chômage bas. Ces zones sont largement prédominantes en Bretagne, dans le Centre, en Auvergne et en Midi-Pyrénées, et elles occupent la totalité du Limousin.

La deuxième aire est formée par les régions plus industrielles situées aux marges de l'Hexagone, qui bénéficient de l'attractivité des marchés du travail transfrontaliers. Ainsi, Lorrains, Alsaciens et Franks-Comtois trouvent des débouchés en Allemagne et en Suisse, ce qui réduit d'autant le taux de chômage de leur région d'origine.

Enfin, l'Île-de-France constitue une zone dynamique attirant les salariés du tertiaire, puisque 20 de ses 26 zones d'emplois (66 % de la population active) ont un taux de chômage inférieur à 12,6 %.

● 133 zones avaient, en revanche, un taux de chômage supérieur à la moyenne à la mi-1997. L'Insee relève trois cas de figure. Il y



Les zones d'emploi sont définies sur la base des mouvements de la population entre le domicile et le lieu de travail.

a les chefs-lieux de départements, dont la taille du marché du travail attire les demandeurs d'emploi. L'enracinement et l'intensité du chômage y sont anciens, mais l'attractivité de ces zones reste forte : le taux de chômage important, à Paris, Tou-

louse et Caen ne reflète pas la situation plus favorable de la région dont ces villes sont capitales ; il n'en va pas de même à Lille, Amiens, Rouen, Nantes, Bordeaux, Montpellier et Marseille, où les taux de chômage sont « amplifiés » par rapport à un

taux régional déjà très supérieur à la moyenne nationale. Les zones en reconversion industrielle difficile des façades nord, nord-ouest et sud-ouest de la France constituent le deuxième cas de figure. Enfin, le chômage est supérieur à la moyenne dans les zones d'immigration de la façade méditerranéenne (Provence-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon).

QUATRE TYPES

A cette photographie, l'Insee a ajouté une approche sur l'évolution du couple emploi-chômage entre 1990 et la mi-1997, partant du principe qu'un taux de chômage élevé est plus tolérable dans les zones dynamiques et attractives que dans les régions en déclin démographique. Durant ces sept années, 986 198 personnes ont grossi les rangs des chômeurs, un boom dû pour l'essentiel à la hausse de la population active (851 000). Or toutes les zones n'ont pas résisté de la même façon au cours de cette période où l'emploi a stagné (+0,1 % en moyenne par an). L'Insee en a établi quatre types.

● 57 zones « dynamiques » absorbent « de manière satisfaisante une croissance du nombre des actifs (+8,5 %) près de quatre fois plus élevée que la moyenne nationale », note l'étude. Ainsi, elles contribuent plus à la croissance de l'emploi qu'à celle du chômage. C'est notamment le cas de Strasbourg, Rennes, Poitiers, Ajaccio, Toulouse et de sept régions (Île-de-France, PACA, Nord-Pas-de-Calais, Aquitaine, Alsace, Bretagne et Corse).

● 86 zones « résistantes » voient leur population active croître deux fois plus vite que la moyenne nationale, mais leur dynamisme ne compense pas complètement l'arrivée massive de ceux qui cherchent un emploi. Si le nombre d'emplois s'y est accru de 155 667 entre 1990 et 1997, le chômage y a progressé de 294 850. C'est le cas de 11 capitales régionales sur 22, et ces zones sont nombreuses dans huit régions, notamment en Alsace, Rhône-Alpes et Franche-Comté.

● Dans 100 zones de « fracture », l'économie est atone, la population active augmente faiblement et le chômage progresse. Il

s'agit de zones industrielles au tissu fragile ou de zones à dominante rurale et tertiaire. On les trouve notamment en Rhône-Alpes, en Lorraine, en Picardie et en Nord-Pas-de-Calais.

● 105 zones « en dépression », enfin, cumulent baisse de l'emploi, recul de la population active et pro-

Les grandes villes moins riches

L'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) souligne souvent que les grandes agglomérations sont un lieu de concentration de richesse, mais aussi de pauvreté. Désormais, notamment, les emplois ont tendance à fuir vers la périphérie. En s'appuyant sur les données de la direction générale des collectivités locales (DGCL) du ministère de l'Intérieur, l'AMGVF vient de publier une étude sur l'évolution du potentiel fiscal des villes françaises depuis 1995, qui confirme les difficultés financières spécifiques des cités de plus de 200 000 habitants.

Pour les quatre taxes locales (d'habitation, sur le foncier bâti et non bâti, professionnelle), la croissance moyenne est de 16,8 % depuis 1995. Elle atteint 17,06 % pour les villes de 100 000 à 200 000 habitants, mais tombe à 12,84 % au-delà de 200 000 habitants. Pour la seule taxe professionnelle, la moyenne nationale est de 15,34 %, de 15,85 % pour les villes de 100 000 à 200 000 habitants, de 9,36 % au-delà de 200 000 habitants.

gression du chômage. Mais leur situation est contrastée : d'un côté, Paris et Marseille, d'où les actifs migrent vers la périphérie en conservant leur emploi ; de l'autre, des secteurs où les reconversions industrielles sont difficiles, ainsi que des zones rurales (Bretagne centrale, Limousin, Auvergne).

Jean-Michel Bezat

DÉPÊCHES

■ LOIRE-ATLANTIQUE : Dominique Vovet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a décidé jeudi 22 avril d'interdire le transport de grands dauphins dans un nouveau parc d'attraction marin à Port-Saint-Père. Selon le ministère, la présence de ces animaux « n'apparaît justifiée ni par la connaissance ni par la conservation des espèces (...) ».

■ VAL-DE-LOIRE : le syndicat mixte du parc naturel régional du Vexin a voté une motion demandant à Jean-Claude Gayssot, ministre des transports et de l'équipement, « de renoncer à toute nouvelle étude du tracé nord » de l'autoroute A 104 sur le territoire du parc. Cet axe doit relier les Yvelines à l'aéroport de Roissy par Chanteloup-les-Vignes et Cergy-Pontoise.

■ VAL-DE-MARNE : le ministre des transports et de l'équipement, Jean-Claude Gayssot, vient de signer le premier contrat de développement Seine-amont, dans le Val-de-Marne, qui a pour but de créer à l'horizon 2015 36 000 emplois pour un investissement total de 278 millions de francs dans cette zone.

La croisade de Dominique Baudis pour Raimond « Le Cathare »

TOULOUSE de notre correspondant

Deux sarcophages du Moyen Âge ont été ouverts en grande cérémonie, lundi 20 avril à Toulouse. En présence du maire, Dominique Baudis (UDF-FD), les archéologues ont soulevé avec précaution les couvercles de ces deux tombes découvertes en décembre 1997 dans l'ancien hôtel des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui doit prochainement abriter les bureaux de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC). M. Baudis espérait que cette exhumation permettrait de découvrir les restes de Raimond VI, comte de Toulouse au XIII^e siècle. « C'était un homme tolérant et pacifique, ce qui est exceptionnel pour un chef féodal », explique M. Baudis, engagé dans une opération de réhabilitation de ce comte, excommunié par l'Eglise catholique pour avoir voulu protéger les Cathares. Il lui a consacré un livre paru en 1996.

L'ouverture des sarcophages n'aura cependant pas permis de trouver la dépouille du comte qui fut chassé de Toulouse par Simon de Montfort lors de la croisade des Albigeois, avant de reconquérir la ville en 1217. L'un d'eux portait une dédicace à « P[er] [ou] R[oi] de Tolose, Chevalier » ; son examen n'a laissé entrevoir que quelques ossements. Une excavation laisse penser qu'il a déjà été ouvert, voire pillé, dans le passé. L'énigme reste donc entière. L'histoire locale raconte que le comte, vainqueur mais proscrit par l'Eglise, fut bel et bien recueilli dans le vaste hôtel particulier des

chevaliers de Saint-Jean. Ceux-ci, devenus à la Renaissance chevaliers de Malte, y entretenaient la mémoire de Raimond VI en présentant à leurs visiteurs un crâne marqué d'une fleur de lys.

Visiblement agacés par le battage orchestré autour de cette découverte, les archéologues de la DRAC tiennent à travailler à l'abri du fantôme de Raimond. L'ouverture des sarcophages, initialement prévue pour le 2 mars, avait été reportée sine die. Pour cause d'élections, ont pensé certains. En raison de la prolifération inopinée de moisissures sur les sarcophages ramenés à l'air libre, explique la DRAC. « Ce caveau a une histoire qu'il faut analyser », explique Eric Cru-bézy, l'anthropologue qui coordonne la fouille des tombeaux. C'est moins le sarcophage présumé de Raimond VI qui intéresse cet universitaire toulousain que l'autre, renfermant les restes d'au moins trois squelettes, probablement issus d'une même famille. « Nous n'avons que peu de traces de la classe dirigeante de cette époque. On vient d'en trouver plusieurs d'un seul coup », se félicite-t-il.

Quant à Dominique Baudis, il a repris à son compte la promesse faite à Raimond VI « le Vieux » par son fils Raimond VII « le Jeune », de lui offrir une inhumation en terre chrétienne. Le maire s'est adressé à l'archevêque de Toulouse, Mgr Marcus, pour demander la levée de l'excommunication qui pèse toujours sur Raimond « le Cathare ».

Stéphane Thépot

2 nuits B&B + bateau
+ le transport de votre voiture
par personne base 4 adultes
jusqu'au 28/5/98

**Faites de beaux rêves
dans le Sud-Est Irlandais
pour 720^F**

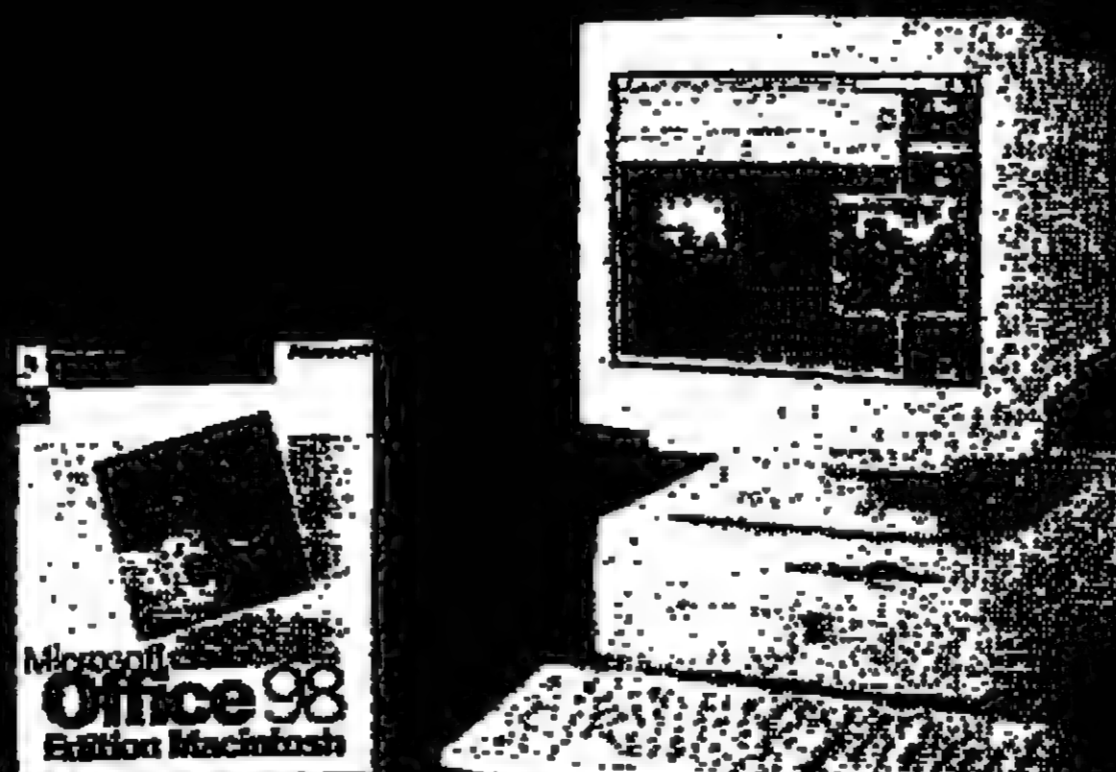
01 42 66 90 90 3615 IRISH FERRIES
ou chez votre agent
de voyages

IRISH FERRIES

Microsoft Office 98 Edition Macintosh et le Macintosh G3

La Fnac vous invite le samedi 25 avril dans tous ses magasins à une démonstration du nouveau pack Microsoft Office 98 et de la dernière génération de Power Macintosh G3.

Réservée aux Macintosh, la dernière version de la célèbre suite bureautique Microsoft Office 98 comprend Excel, Word, Power Point et Outlook Express. Vous en tirerez le meilleur parti grâce à la gamme Macintosh G3, qui allie rapidité, évolutivité et convivialité.



Les nouveautés en démonstration à la Fnac

ALLETIN D'ABONNEMENT
OUI

claves du Brésil



NANDO NEVES

Les travailleurs sont convoyés vers les champs à 5 heures du matin, sur le même camion qui sert au transport de la canne à sucre.

journaliste brésilien du grand quotidien *O Estado de São Paulo*, qu'il avait reçu à son domicile, s'était fort mal conclue. Dans l'article publié en pleine page le 5 novembre 1994, Jairo Andrade avait conté comment il avait « vengé » l'assassinat en 1986 d'un de ses fils, lors d'occupations de ses terres. Il avait fait rechercher et tuer, un par un, les neuf paysans qu'il soupçonnait d'avoir participé à ce meurtre, et avait fait torturer le dernier. Il se réclamait de son bon droit pour avoir « fait assassiner pour 1 500 dollars par des policiers Pedro da Conceição », un leader paysan. Le *fazendeiro* avait nié avoir tenu ces propos, mais le journaliste avait maintenu ses écrits.

Depuis, Jairo Andrade s'est trouvé d'autres raisons d'être prudent. En octobre dernier, puis en janvier, il a subi les contrôles de l'inspection régionale du travail de l'Etat du Para, à la suite de dénonciations récurrentes portant sur l'existence du travail esclave dans ses *fazendas*.

« J'ai payé mes amendes concernant les emprises au droit, à l'hygiène et à la sécurité. Mais, contrairement aux allégations, les inspecteurs n'ont trouvé aucun esclave chez moi ! », affirme-t-il, narquois. « J'ai commencé comme conducteur de tracteur, et je me suis enrichi à la force du poignet », poursuit-il le *fazendeiro*. A-t-il fait recruter des peones très loin de Redenção ? « Le système est simple. J'ai un intermédiaire, à qui je verse 30 % du produit correspondant au défrichage. C'est lui qui se charge, de recruter, puis de louer, nourrir et payer les peones. »

Ces derniers accusent l'employeur de les contraindre à travailler sous la menace, sans les payer. « Ils gaspillent leur avance dès le premier jour, rechignent à leur arrivée sur le chantier à tenir la cadence. Ils me doivent de l'argent, ils doivent travailler pour rembourser. N'est-ce pas normal ? » Quand on lui fait remarquer que ses peones doivent aussi payer leurs propres outils de travail, il riposte tout de go : « Et vous, votre stylo, votre carnet, vous n'avez pas à l'acheter ? » La réponse négative semble l'étonner. Enfin, ses pistoleiros empêchent toute contestation, toute fuite. « Dès qu'ils ont fini de rembourser, ils sont libres. Pas normal ? »

Jairo Andrade a-t-il, comme il le soutient, été la victime de contrôles administratifs muselés ? La première visite d'inspecteurs régionaux du travail flanqués de policiers fédéraux a été rapide. La seconde visite, elle, fut annoncée. Malgré son jargon de procès-verbal, le premier rapport de cette inspection, daté du 31 octobre 1997, est éloquent :

« Dans le chantier de défrichage, travail soumis à surveillance et mauvais traitements. Pieds nus, pas d'équipement ni d'eau potable, toit de plastique, sans cloison pour protéger des moustiques et autres animaux. Contrats tacites entre le propriétaire et le sous-traitant, Renaldo José de Oliveira, qui recrute les ouvriers. Accords non respectés, presque toujours. On cherche à établir des valeurs artificielles, de manière à ce qu'il n'y ait jamais de soldes. Comme il existe une dette, les peones sont empêchés de quitter la fazenda. Ils ne s'y risquent pas, par peur de représailles. Car Jairo Andrade est une personne au comportement violent. Lors de notre inspection, J. Andrade, déjà fort excité, s'est opposé à grands cris à Renaldo, qui contestait être débiteur. Selon Jairo, la tâche promise n'était pas terminée, et Renaldo ne quitterait la fazenda qu'après l'avoir finie, car ici c'est lui qui commandait. Un peon a tenté de parler. Jairo s'est jeté sur lui, disant qu'il ne discutait pas avec un peon. Puis il est reparti vers sa voiture, invoquant un problème de santé. »

Les inspecteurs ont alors demandé à son « avocat » de voir les livres de comptes concernant le travail. « Il n'en existe pas », a confirmé ce dernier. « Notre tentative de faire payer les ouvriers n'a également obtenu aucun succès », ont conclu les enquêteurs. Ils n'ont trouvé, sur place, que « cinq personnes retenues contre leur volonté, qui ont demandé à ce qu'on les emmène. Au sujet du jeune Narciso Eduardo Da Silva qui, selon son père, serait détenu dans la fazenda Forkilha, nous ne l'avons pas vu et n'avons obtenu aucune information. » A ce jour, aucune action en justice n'est ouverte à Redenção.

Dans la région, la dizaine de *fazendeiros* - comme les frères Quagliato, mis en cause dans cette brève tournée - ne se fait guère de souci. « Je ne suis pas au courant, affirme Osvaldo de Oliveira Assunção Junior, président du syndicat des propriétaires ruraux de Xingua. J'ai bien vu les voitures des inspecteurs passer sur le chemin, là-bas, en contre-bas, mais je ne sais pas ce qu'ils ont fait. » Lui-même travaille pour le compte de Roque Quagliato « à la tête du centre très en pointe d'insémination. Dans la fazenda, les paysans employés comme permanents sont bien logés,

heureux. D'ailleurs, ils vont eux-mêmes vous le dire. »

Pour sa part, Jairo Andrade emploie soixante-dix permanents sur ses terres, des gens de Redenção pour la plupart. « Chaque année, je fais travailler environ sept cents saisonniers. » Cinq peones ont demandé à être libérés par les inspecteurs. On ne sait rien des 695 autres, qui n'ont pourtant pas bénéficié de conditions privilégiées.

C'est avec ses milices de pistoleiros que l'Union démocratique rurale, fondée par Jairo Andrade avec d'autres *fazendeiros*, entend lutter contre les occupations de terres. « Nous n'avons plus besoin de l'UDR, comme hier. Nous avons réussi à pacifier la région. Si un voleur rentre chez vous, vous le laissez voler ou vous réagissez ? » Mais il a tout de même fait le voyage à Brasília fin mars, « pour visiter mon ami le ministre de la Justice, Irs Resende,

lui-même grand *fazendeiro*. Ce dernier m'a obtenu audience chez le ministre du travail qui, à son tour, m'a conseillé de prendre patience. Nous sommes en période électorale. Mais, après, le gouvernement entend bien sévir contre ces bandits. »

Après son voyage à Brasília, Jairo Andrade reste critique : « Malgré tout le respect que j'ai pour le président Cardoso, je tiens à vous le dire : il manque de compétence pour administrer la réforme agraire. Quant à l'Eglise, elle a la mémoire courte. C'est nous qui l'avons installée ici, lors de la colonisation de l'Amazonie. Elle n'a pas eu un mot de condamnation pour les assassins de mon fils. Seuls ces peones qu'elle qualifie d'esclaves ont droit à sa compassion. Le vrai esclave, c'est celui qui est obligé de vivre dans la rue, volant au supermarché pour manger. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est le ministre du travail. »

3. À BRASILIA, EN ÉCOUTANT LES INSPECTEURS FÉDÉRAUX

RUTH Beatriz Vasconcelos Vilela, secrétaire nationale de l'inspection du travail, est à l'origine du groupe Movel (« mobile »), créé le 14 juin 1995, qu'elle dirige depuis. Composée d'une quarantaine de personnes, ce commando intervient en flagrant délit pour réprimer le travail esclave. Les sanctions vont de deux à huit ans de prison. Le Movel est le bras opérationnel du

Gertraf (Groupe exécutif de répression du travail forcé) qu'un décret présidentiel, a institué le 27 juin 1995.

Ruth Vilela, la quarantaine, petite et toute en muscles, sait galvaniser ses collaborateurs. Elle travaille « dans la transparence », imposée aux plus hauts niveaux du ministère du travail. « Pas question de voiler d'un secret diplomatique les résultats des enquêtes en

flag. » Ruth Vilela sourit en évoquant les pressions qu'elle subit : « Cela fait partie du jeu », lâche-t-elle. Ces jours-ci, Movel attend la nomination d'un nouveau ministre du travail. Sa mission va-t-elle être reconduite ?

En avril 1997, le président Cardoso lui-même avait décoré Ruth Vilela et son équipe au service du bien public et pour le respect de la Convention des droits de l'homme, à laquelle adhère le Brésil, qui a abrogé l'esclavage en 1888. Les syndicats de propriétaires comme de paysans ont également couronné le Movel. En trois ans d'existence, le groupe a convaincu de travail esclave quinze entreprises - dix dans le défrichage, trois dans la production de semences et deux dans l'élevage. Il a fait « libérer » 478 peones.

Comme à Flor de Mata, une fazenda de São Felix do Xingu, dans l'Etat du Para, en octobre dernier... Y, un peon de dix-sept ans, a fui le campement où il défrichait pour le compte du propriétaire, Luiz Martins Pires, avant de frapper mutuellement à la porte de la CPT. Emmené chez le procureur de la République de Marabá, M^{re} Neide M. C. Cardoso de Oliveira, le jeune Y. a porté plainte. Le groupe Movel de Brasília fut averti. Dix jours plus tard, ses enquêteurs ont débarqué sans crier gare en pleine jungle, sur le lieu incriminé, en compagnie du courageux Y. Là, 220 peones défrichaient « dans des conditions analogues au travail esclave », constateront les inspecteurs et les policiers fédéraux qui leur servent d'escorte.

Après douze jours d'enquête, en dernière page du rapport gros et illustré comme un livre, figure la photo sur une route d'un autocar confortable : les 220 peones qui s'apprentent à y monter vont être reconduits, après avoir été payés, dans leurs lointains villages d'origine, aux frais du propriétaire de Flor de Mata. C'est la première sanction qui frappe le contrevenant. Les visages sont radieux. En outre, le *fazendeiro* doit être exproprié, et ses terres redistribuées aux paysans. (Six mois plus tard, il ne l'était toujours pas.)

Le 5 février 1998 tombe au tribunal de Marabá la première condamnation pour travail esclave de l'histoire brésilienne : un *fazendeiro*, Antonio Barbosa, écope d'une peine de deux ans de réclusion avec sursis, et d'une lourde amende. Le courage du procureur de la République et l'efficacité du Movel ont eu raison des blocages habituels de la jus-

tice dans l'Etat du Para comme ailleurs. Certes, la Commission pastorale de la terre et les syndicats de travailleurs ruraux transmettent bien les plaintes des intéressés, soit aux inspections régionales et fédérales, soit à la police fédérale, soit encore à la commission nationale des droits de l'homme de la Chambre des députés. « Dans le seul Etat du Para, 3 527 cas avaient été dénoncés de 1983 à 1993, 3 917 l'ont été depuis, jusqu'à fin 1997 », confirme Henri Burin des Roziers, un des avocats de la CPT.

Mais, à l'échelon régional, quatre dossiers sur cinq ont été archivés, ou se perdent dans les tiroirs. A l'Assemblée nationale, le député du Para Paulo Rocha, an-

« Quand le recruteur faisait les comptes, on se retrouvait débiteur, toujours plus débiteur. Aucun de nous ne touchait quoi que ce soit »

cien syndicaliste, a fait adopter, le 16 septembre 1997, un renforcement de la législation. Il demandait davantage. L'esclavage par endettement y est clairement défini, la rétention de contrats est condamnée, comme la privation de liberté. L'obligation est faite de ramener les peones défricheurs dans leur lieu d'origine en fin de saison. Les peines sont alourdies dans le cas de mineurs de moins de dix-huit ans.

Même avec ces sanctions prévues désormais par le code pénal, l'action du Movel a ses limites. La CPT, dans son bulletin, Ruth Vilela et son équipe, dans leurs rapports d'activité, s'en montrent convaincus. Le Movel devrait être automatiquement saisi dès qu'une dénonciation sérieuse est enregistrée. Son enquête, en cas d'esclavage constaté, devrait entraîner la saisine de la justice fédérale, puisque les pressions au niveau des police et justice locales sont fortes. Enfin, les inspecteurs qui ont procédé à l'investigation en flagrant délit devraient être entendus comme témoins, puisqu'il est si difficile de convaincre les victimes terrorisées de déposer...

Danielle Rouard



Europe et exception culturelle

par Monique Dagnaud

EN France, l'exception culturelle, suivie de son cortège réglementaire, est la cause la mieux partagée entre partis et sensibilités politiques. Cette cause nationale nous donne, aux yeux des autres pays européens, des allures d'idéalistes qui devront rendre un jour les armes face au torrent déferlant des marchés de l'audiovisuel. Sur cet enjeu, comme souvent, les actes des uns et des autres sont plus intéressants que les paroles. Un constat s'impose : chaque pays de l'Europe audiovisuelle ne se comporte pas exactement à l'image de sa réputation établie.

Premier paradoxe : notre lyrisme sur l'exception culturelle suggère l'idée que nous sommes les seuls à prendre des mesures en faveur de notre industrie des contenus, que nous sommes, sans surprise, les champions de la réglementation. En réalité, les grands pays européens producteurs de contenus audiovisuels, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, aident leur industrie par des mécanismes divers. Ces deux pays accordent à leurs chaînes publiques des moyens publics nettement plus substantiels que ce que nous accordons aux nôtres (18 milliards de francs pour la ZDF et l'ARD, 13 milliards pour la France 2, France 3 et le cinquième réseau en France).

Par ailleurs, des fonds régionaux importants, alimentés en partie par l'impôt, existent outre-Rhin (à hauteur de 612 millions de francs) et outre-Manche (à hauteur de 280 millions de francs) qui s'ajoutent aux apports des chaînes pour financer les productions. Rappelons que notre compte de soutien recycle l'argent des diffuseurs (chaînes ou exploitants de cinéma) dans des œuvres, sans appel direct au contribuable. Depuis 1994, l'Angleterre utilise une partie des recettes de la Loterie nationale pour aider son cinéma.

L'ITV (l'instance de régulation anglaise pour les chaînes privées) a par ailleurs imposé aux chaînes de l'ITC des obligations de diffusion de programmes inédits pour un taux parfaitement nouveau en Europe : 65 % de la programmation. Dès lors, ces chaînes participent fortement à l'industrie de la fiction anglaise. Ce qui n'a pas paru contradictoire avec l'hymne libre-échangiste.

Tous les grands pays s'attachent à promouvoir une industrie des contenus parce qu'il s'agit d'un enjeu vital pour les cultures et les économies nationales. Pourquoi ne pas l'admettre ?

Les aides des autres pays sont réputées avoir une connotation plus économique que les nôtres. Elles sont tournées vers l'emploi et l'activité régionale en Allemagne et vers la distribution en Grande-Bretagne. Mais il serait caricatural de réduire le dispositif français à sa dimension culturelle : en imposant aux diffuseurs des limitations de la durée d'acquisition des droits - une contrainte sans équivalent ailleurs - la France a adopté une mesure qui favorise la fluidité des marchés. De surcroît, les quotas de diffusion appliqués à l'ITC infirment qu'il y ait une singularité française en matière de défense d'une culture audiovisuelle.

Deuxième paradoxe : chantres de l'exception culturelle, nous finançons chichement notre secteur audiovisuel. Outre les moyens modestes que nous attribuons à nos chaînes publiques, nous contingenterons fortement la manne publicitaire qui peut se déporter sur les télévisions, en raison d'une multitude de secteurs interdits. Les dépenses brutes des annonceurs pour la télé-

vision sont de 33 milliards de francs en Grande-Bretagne, 31 milliards en Allemagne et 18 milliards en France. Autrement dit, les ressources globales de la télévision « gratuite » en France sont environ la moitié de celles des autres grands pays européens. Et le développement de la télévision payante, florissant il est vrai chez nous, est loin de compenser cet écart avec nos voisins.

Ces disparités de moyens sont beaucoup plus accusées que les différences de taille démographique ou de durée d'écoute des téléspectateurs (les Anglais détiennent la palme, les Allemands sont de modestes consommateurs, les Français se situent dans une position intermédiaire) le laisseraient augurer.

Troisième paradoxe : en matière d'industrie de programmes, nous ambitionnons d'être à la hauteur des plus grands. Par les ressources de nos diffuseurs, nous sommes très proches de l'Italie (8 milliards de francs de redevance, 22 milliards de francs de recettes publicitaires brutes). Mais nous revendiquons, et nous développons, une industrie des contenus comparable à celles de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, alors que cette industrie peine à émerger en Italie : ce qui a incité le gouvernement italien à mettre en chantier une loi qui devrait renforcer les obligations d'investissement des chaînes.

Quel est notre secret ? Une politique publique offensive, fondée sur l'investissement obligatoire des chaînes de télévision publiques et privées dans des œuvres audiovisuelles et cinématographiques. Ce système, d'autant plus volontaire que nos moyens sont modestes, s'est révélé performant pour assurer un volume soutenu de productions qui, en outre, recueillent le succès auprès du public sur nos chaînes et dans nos salles de cinéma.

Quatrième paradoxe : l'attitude vis-à-vis de nos chaînes publiques. Dans le cadre européen, le meilleur moyen d'infléchir une politique audiovisuelle passe par l'action que l'Etat entreprend par rapport aux chaînes publiques - dont l'existence, pour le moment, n'est pas menacée par les règles européennes (un paragraphe favorable leur est même consacré dans le traité d'Amsterdam !).

En France, l'effort financier collectif en leur faveur est plus timide qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne et leur fonctionnement dépend plus que dans ces deux pays de leur capacité à ponctionner le marché publicitaire de la télévision (plus de 40 % des recettes de France 2 et France 3, 11 % pour les recettes des chaînes publiques allemandes, 0 % pour celles des chaînes publiques britanniques). Or, dans ces trois pays, les pôles publics réalisent environ 40 % de part d'audience.

On peut tirer de cette constatation deux points de vue, non contradictoires entre eux : la stratégie et la gestion de nos chaînes publiques sont plus efficaces puisqu'elles captent autant de public avec des moyens plus réduits. On peut dire aussi que nos chaînes disposent d'une faible marge de manœuvre pour faire valoir leur spécificité, car elles sont trop lourdement soumises à des contraintes d'audience.

Reste qu'il demeure étrange que les chaînes publiques françaises, par leur financement et leurs obligations, ne soient pas davantage conçues comme le fer de lance de l'exception culturelle. Dans un paysage audiovisuel numérisé, saisi par le tourbillon des marchés, le pôle public de télévision demeure par excellence le lieu d'exercice de notre souveraineté nationale.

Les politiques publiques en faveur des contenus dans les divers pays européens sont éloignées de ce que les stéréotypes laissent entendre. Celle de la France est particulière, elle n'a rien d'exceptionnel : tous les grands pays s'attachent à promouvoir une industrie des contenus parce qu'il s'agit d'un enjeu vital pour les cultures et les économies nationales. Pourquoi ne pas l'admettre ?

Monique Dagnaud est sociologue, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Aujourd'hui le syndicat FN-police, demain qui ?

par Pierre Bance

DOIT-ON se féliciter de la décision de la chambre mixte de la Cour de cassation du 10 avril 1998 qui entérine l'illégalité du syndicat Le Front national de la police prononcée par la cour d'appel de Paris le 17 juin 1997 ? Rien n'est moins sûr, car sa motivation, fondée sur deux principes, la spécialité du syndicat et la non-discrimination, est de portée générale.

Selon l'article L. 411-1 du code du travail, « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées par leurs statuts ».

Sur cette « spécialité professionnelle » du syndicat, la Cour de cassation approuve la cour d'appel de Paris d'avoir considéré illégale la constitution du FN-police. Il n'était que « l'instrument d'un parti politique ». Une telle motivation est très rare. Pour la retrouver, il faut remonter à un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 13 janvier 1921, qui avait décidé la dissolution de la CGT. Décision évidemment restée lettre morte.

L'actuel article L. 411-1 est, à quelques mots près, la réplique de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884. C'est après cette date que s'est constitué le syndicalisme français, qui, toujours, a présenté une coloration très politique. C'est pourquoi l'argument de spécialité

était, jusqu'à présent, tombé en désuétude.

La non-discrimination est un principe fondamental en droit du travail. Qu'il s'agisse de l'embauche, de la promotion, des sanctions disciplinaires, du licenciement, l'employeur ne doit pas faire de discrimination entre les salariés.

Je ne me réjouis pas de la mise hors la loi par la Cour de cassation, arrêt d'opportunité

Appliquer ce principe à l'action syndicale ou à la possibilité d'adhérer à un syndicat, adhésion par nature affinitaire dans notre système pluraliste, est nouveau. Mais pourquoi pas ? On retrouve les causes de discrimination à l'article L. 122-45 du code du travail : l'origine, le sexe, les mœurs, la situation familiale, l'ethnie, la nationalité, la race, les opinions politiques, syndicales ou mutualistes, l'état de santé, le handicap, les convictions religieuses, l'exercice du droit de grève... La liste ne paraît pas limitative, c'est l'idée qui compte.

Utilisés pour la bonne cause - empêcher l'implantation du FN

dans les entreprises -, les arguments de spécialité et de discrimination pourrissent servir à la même fin, mais dans d'autres circonstances. Je prendrai un exemple d'actualité, qui a le mérite de la simplicité en renvoyant le problème à l'autre bout de l'échiquier. De plus en plus souvent, *Le Monde* se fait l'écho des activités syndicales de la Confédération nationale du travail (CNT) dans l'aide aux sans-papiers, le mouvement des chômeurs, les grèves d'enseignants de la Seine-Saint-Denis... Avec la CNT, le syndicalisme révolutionnaire connaît une résurgence que l'Etat et les employeurs finissent par ne plus considérer comme une séquelle folklorique de notre histoire syndicale. La CNT commence à être dans le collimateur des autorités politiques et patronales.

Alors que la CGT a abandonné au congrès de Montreuil, en décembre 1995, « la suppression de l'exploitation capitaliste », la CNT, qui est une scission de 1946, a conservé tous les projets de la CGT de Fernand Pelloutier et d'Emile Pouget. A l'article premier de ses statuts : « la lutte des classes et l'action directe », « la transformation totale de la société actuelle », « la suppression du salariat », « la syndicalisation des moyens de production, de répartition, d'échange et de consommation » et, pour finir en beauté, « le remplacement de l'Etat par un organisme issu du syndicalisme lui-même ».

et géré par l'ensemble de la société ». La CNT n'est pas, comme le FN-police, le bras d'un parti politique. Elle est, diront les juges, le parti politique lui-même. Elle n'a rien à voir avec la spécialité professionnelle du syndicat. Qu'on l'interdise !

Enfonçons le clou. Dans le même article premier, la CNT refuse de syndiquer les « forces répressives de l'Etat, considérées comme des ennemis des travailleurs ». Certes, une telle discrimination n'avait pas été envisagée par le code du travail et la Constitution, mais, plus attentatoire encore à l'ordre public, elle n'en est qu'une violation plus flagrante de l'ordre juridique. Qu'on la dissolve !

Je ne me réjouis pas de la décision de la chambre mixte du 10 avril, arrêt d'opportunité. A tous les échelons des juridictions, elle va favoriser une jurisprudence fondée sur l'équité et non sur le droit. Une jurisprudence satisfaisant la bonne conscience du juge : un coup à droite, un coup à gauche. L'histoire a montré que la démocratie n'a jamais rien gagné à mettre sur le même plan extrême droite et extrême gauche. Même si elle a à craindre des deux, la seconde est toujours à ses côtés, si ce n'est devant, en cas de menace fasciste.

Pierre Bance est directeur de Travail social actualités (TSA Hebdo).

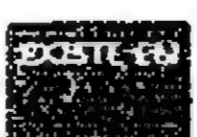


ENFIN UNE SÉRIE DONT VOUS ÊTES LE HÉROS.



A partir de
48 900F*

Airbag Fiat* conducteur • Autoradio RDS à façade amovible et 4 HP
Instrumentation colorée avec compte-tours
Coloris exclusifs • Pneus larges et couvre-jantes spécifiques
Motorisations 60 Fire et TD 60 • 3 ou 5 portes.



*Tarif conseillé hors options au 10.04.98 A.M. 98 de la Punto 60 Cult 3 portes après déduction de la Prime Qualité Fiat de 5 000 F pour la reprise de votre véhicule (Prix Net : 53 900F). Offre réservée aux particuliers valable jusqu'au 31.05.98, dans les points de vente participants.



INNOVATION Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, a annoncé ou confirmé, jeudi 23 avril, une série de mesures destinées à encourager l'in-

novation et la création d'entreprises. La première concerne le lancement d'un fonds public de 600 millions de francs. ● LA COOPÉRATION européenne dans le do-

maine sera améliorée, mais le point d'orgue de la réforme sera la création en mai des contrats d'assurance-vie dits « DSK », dont au moins 5 % des ressources iront s'in-

vestir dans des actions non cotées ou inscrites au Nouveau Marché de la Bourse de Paris. ● PLUS DE 8 MILLIARDS de francs pourraient se déverser sur le capital développement

cette année. ● L'ARRIVÉE soudaine de sommes importantes sur ce marché, jusqu'à aujourd'hui très et trop modeste en France, inquiète paradoxalement les professionnels.

Le capital risque va brutalement changer de dimension en France

Le gouvernement veut encourager l'innovation et la création d'entreprises. Un fonds public de 600 millions de francs a été créé et sera suivi par le lancement des contrats d'assurance-vie qui orientent une partie de l'épargne vers le capital développement

L'INNOVATION et la création d'entreprises tiennent particulièrement à cœur au ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. Il a annoncé ou confirmé, jeudi 23 avril, un ensemble de mesures destinées à les encourager. Le fonds public pour l'innovation et le capital-risque, qu'il avait décidé de créer en prélevant 600 millions de francs sur les fruits de la privatisation partielle de France Télécom, vient d'être mis sur pied. « Il sera opérationnel la semaine prochaine », a annoncé le ministre, qui a décidé de nommer Henri Guillaume (ex-président de l'Anvar) à la présidence du comité des engagements.

Ce fonds, piloté par CDC Participations (groupe Caisse des dépôts), est destiné à soutenir l'industrie du capital risque en France. Il sera investi dans différents fonds communs de placement à risque (FCPR). Le 12 mai, le premier ministre, Lionel Jospin, fera, à l'occasion des assises de l'innovation, un discours sur la politique de financement et de valorisation de l'innovation en France. Il devrait annoncer un nouveau statut pour les chercheurs de laboratoires publics désireux d'exploiter leurs découvertes

dans le cadre de sociétés. Dominique Strauss-Kahn a aussi indiqué qu'il avait passé un accord avec le chancelier de l'échiquier britannique Gordon Brown afin que les ministères de l'économie français et britannique fassent un état des lieux européen du capital-risque, qui débouchera sur la proposition de mesures de soutien. Le point d'orgue des réformes sera, sans conteste, la création des fameux contrats d'assurance « DSK » (Le Monde daté 22-23 mars), qui vise à orienter au moins 5 % des sommes investies dans des actions non cotées ou inscrites au Nouveau Marché. Le décret est prêt, mais il ne sera publié qu'au début du mois de mai.

Depuis une vingtaine d'années, la plainte est lancinante en France. Les PME-PMI innovatrices peinent à trouver des financements en fonds propres. Mais, paradoxalement, depuis que le gouvernement français et l'Union européenne ont clairement décidé de remédier à cette situation, certains professionnels du capital investissement s'inquiètent d'un afflux trop rapide de capitaux. Au total, plus de 8 milliards de francs pourraient se déverser sur le secteur du non-coté, dès cette an-

Le capital risque prend un nouveau départ

SOURCE DES FONDS LEVÉS PAR TYPE D'INVESTISSEUR	1993	1994	1995	1996
INVESTISSEURS INDUSTRIELS	4%	6%	9%	11%
PERSONNES PRIVÉES	4%	0%	1%	12%
ORGANISMES D'ÉTAT	1%	1%	3%	6%
BANQUES	51%	46%	54%	35%
C. DE RETRAITE/F. DE PENSIONS	4%	4%	15%	16%
COMPAGNIES D'ASSURANCES	17%	17%	15%	12%
UNIVERSITÉS/ÉCOLES	0%	0%	0%	4%
AUTRES	20%	6%	3%	4%
Total en milliards de francs	3,4	3,9	4,3	6,3

La marché du capital risque attire de nouveaux acteurs comme les personnes privées, les universités et les fonds de pension anglo-saxons. En 1997, les fonds injectés dans ce secteur se sont élevés à plus de 8 milliards de francs.

née. Une manne que Walter Butler, président de l'AFIC (l'association française des investisseurs en capital), accueille avec sérénité. Selon lui, « les sociétés de capital développement investissent près de 6 à 7 milliards de francs par an (avec une pointe à 8 milliards en 1997). Avec l'arrivée des fonds DSK, ces sommes pourraient doubler d'ici trois ans ».

Aujourd'hui, la majorité de ces sommes est encore allouée au financement de sociétés déjà matures (capital développement) ou à des opérations de transmissions et de cessions (LBO). Seules 20 % de ces sommes, soit près de 1,5 milliard de francs, sont investies dans la création de sociétés ou capital risque proprement dit. Ce marché, encore au stade du balbutiement, est celui qui devrait progresser le plus vite. Mais c'est également celui qui devrait poser le plus de problèmes.

Pierre Mariani, président du directoire de la Banexi, la banque d'affaires de la BNP, souligne les dangers d'un brutal emballement du secteur. « L'afflux d'argent frais risque de déséquilibrer le marché, car l'offre de capitaux ne rencontrera pas, dans l'immédiat, une demande de financement de taille équivalente. » Il juge dangereux l'accroissement des montants unitaires injectés dans les sociétés, car les fonds doivent être délivrés au fur et à mesure de la réalisation des étapes de développement des sociétés.

Selon lui, l'équilibre pourrait se rétablir soit par la hausse des valorisations des sociétés en création, soit par des prises de risques supplé-

mentaires dans des projets de financement mal ficelés. Dans ces deux cas, la rentabilité du portefeuille des sociétés de capital développement pourrait être écornée. Or, l'investissement en titres non cotés est un placement de long terme (cinq à sept ans) qui doit générer un taux de rentabilité interne moyen de 20 % par an. Un rendement justifié par la rémunération des risques encourus et par l'absence de liquidité des placements.

PLACEMENT RÉMUNÉRATEUR

Tout en reconnaissant les faiblesses actuelles du marché français du capital risque, Albert Olivier, directeur du programme PME au sein du groupe Caisse des dépôts, souligne que l'environnement évolue dans le bon sens. En amont, il existe désormais des fonds d'amorçage gérés en partenariat avec des laboratoires de recherche comme l'India (Institut national de recherche en informatique et en automatisation), et des investisseurs privés expérimentés (baptisés « business angel ») aident les jeunes sociétés à se structurer. Au milieu de la chaîne, les sociétés de capital risque, qui ont considérablement renforcé leurs équipes et leurs moyens financiers. Enfin, en aval, le développement des marchés boursiers de valeurs de croissance (comme le Nouveau Marché, l'Easdaq et le Nasdaq) permettent une sortie plus rapide et donc une accélération du taux de rotation des portefeuilles de capital risque.

En 1996, selon les statistiques de

Enguerrand Renault

Les dix principaux intervenants en France

● Financière Natexis : environ 8 milliards de francs de fonds gérés dans le capital développement.
● CDC Participations (Caisse des dépôts) : environ 5 milliards de francs.
● BC Partners (GB) : environ 5 milliards de francs.
● Union études et investissements (Crédit agricole) : environ 5 milliards de francs.
● Banexi (BNP) : entre 4 et

5 milliards de francs.
● Barings (GB) : entre 4 et 5 milliards de francs.
● Intermediate Capital Group : entre 4 et 5 milliards de francs.
● Legal & General Ventures (GB) : près de 3 milliards de francs.
● Fonds partenaires gestion (groupe Lazard) : près de 3 milliards de francs.
● Apex Partners (GB) : près de 3 milliards de francs.

Wincap récolte 110 millions de francs pour décoller

« LES MENTALITÉS changent rapidement. Les investisseurs portent désormais sur les hommes et les technologies », estiment Philippe Triem et Jean-Paul Minnaro, les deux dirigeants de Wincap, un éditeur français de logiciels. Cette jeune société a réussi, en deux ans, à lever 112 millions de francs de capitaux propres. Une sorte de record pour une société dont les ventes dépassent à peine 50 millions et dont les pertes ont atteint 47 millions en 1997, du fait d'un effort d'investissement important. Un tel profil aurait fait tiquer les professionnels du capital-risque, il y a encore dix-huit mois. Mais aujourd'hui, ils recherchent activement ce type de sociétés. Il n'est plus question de passer à côté des start up innovantes, car les fonds de capital-risque américains sont désormais à l'affût.

Créé en 1992, Wincap développe des logiciels destinés à diagnostiquer les systèmes d'information des sociétés. Un outil indispensable pour vérifier que ces systèmes sont adaptés au passage à l'an 2000 et à l'euro. En décembre 1995, alors que la société n'avait pas encore de

plan de développement, trois sociétés françaises de capital développement, Innovacom, Finovelec et Partech, ont injecté 8 millions de francs. En septembre 1997, un deuxième tour de table a réuni 50 millions supplémentaires avec l'entrée de Vertex, un fonds de capital-risque du gouvernement de Singapour. Enfin, il y a un mois, le français Galileo et le fonds texan IFO ont contribué à apporter 54 autres millions.

En contrepartie, les fondateurs ont accepté de perdre le contrôle de leur groupe au profit des investisseurs extérieurs, qui détiennent 70 % du capital, et à tout mettre en œuvre pour amener Wincap en Bourse en 1999. « Un véritable réseau d'entraide entre les sociétés innovantes françaises est en train de se créer. Ainsi nous sommes en contact avec Cyrano, un autre éditeur de logiciels, qui a dû ajuster son entrée au Nouveau Marché et au Nasdaq en décembre dernier et qui vient de lever 60 millions de francs auprès d'investisseurs », ajoute M. Minnaro.

E. R.

Désormais,
AOM vous
emmène à
Zurich

Le premier ministre défend le Crédit lyonnais face à Bruxelles

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, est monté au créneau pour défendre le Crédit lyonnais dans la négociation entre Paris et Bruxelles sur les aides publiques reçues par la banque. Interrogé sur TF1, jeudi 23 avril, il a déclaré : « Nous veillerons en toutes circonstances à la viabilité de cette banque en plein redressement », prévenant la Commission : « Ne posez pas de conditions mettant en danger la viabilité de la banque, car nous ne laisserons pas faire. » Jeudi matin, lors d'un point de presse, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, avait déjà prévenu : « Si le 6 mai, la Commission rend une décision négative, nous nous élèverons contre cette décision devant la Cour de Luxembourg », appelant Bruxelles à la prudence : « Une décision négative sur les hauts fourneaux ou une fabrique de chaussures n'a pas la même portée qu'une décision négative sur un établissement bancaire. » L'Etat devrait apporter sa garantie au Lyonnais, ce qui serait considéré comme une aide d'Etat supplémentaire, ironise-t-il. Les services du commissaire à la concurrence Karel Van Miert continuent pourtant à préparer un avis négatif.

M. Strauss-Kahn s'efforce de rester optimiste : « On ne peut pas imputer toutes les pertes du CDR [la structure qui a récupéré les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais] au Crédit lyonnais. A partir du moment où on a séparé le Lyonnais et le CDR, c'est l'estimation des pertes au moment où l'on a sorti ces actifs

qui doit être prise en compte. » En réévaluant le montant de ces pertes et en ajoutant la nouvelle aide, M. Strauss-Kahn estime que l'aide totale est passée de 45 milliards de francs à 30 milliards. L'estimation de Bruxelles est très supérieure. « Nous avons décidé avec Karel Van Miert, il y a quelques semaines, que nous n'allions pas nous battre là-dessus indéfiniment. On a trouvé une situation de compromis : le doublement des pertes depuis le premier plan. Dans ce dernier, le Lyonnais devait céder 310 milliards de francs d'actifs, nous proposons donc la cession de 620 milliards. » Le gouvernement s'engage aussi à privatiser la banque. « A deux conditions, précise le ministre, que cela rapporte le plus possible au contribuable français, et que les modalités assurent la survie du Crédit lyonnais. Il n'y aura pas de vente par appartement. » Le ministre veut attendre les comptes 1998 de la banque, présentés début 1999, qui doivent confirmer son redressement, pour engager la procédure de privatisation. Il envisage alors de céder le Lyonnais en Bourse, en faisant une offre publique de vente, sans exclure une opération de gré à gré si celle-ci permet de vendre plus cher. Pour lui, le choix des modalités n'est pas du ressort de la Commission. « Plus le Crédit lyonnais est vendu cher, plus cela diminue l'aide d'Etat. Personne, sauf un éventuel repreneur, n'a donc intérêt à ce qu'il soit bradé », conclut-il.

Sophie F...

مكتبة الامم

Fabrice Santoro emberlificote le tennis de Pete Sampras

En quarts de finale du Tournoi de Monte-Carlo, le Français, qui a balayé le n°1 américain, rencontrait, vendredi, son compatriote Cédric Pioline, vainqueur de Gustavo Kuerten, tenant du titre à Roland-Garros

Vainqueur, sans conteste, de l'Américain Pete Sampras (6-1, 6-1), jeudi 23 avril, en huitièmes de finale du Tournoi de Monte-Carlo, Fabrice Santoro, fort de sa 26^e place mondiale, vient de rappeler que les maîtres du

tennis moderne devaient encore compter avec lui. En quarts de finale, il devait affronter, vendredi, Cédric Pioline, le n°1 français, auteur d'une victoire probante (7-6 [8-6], 6-1) sur le Brésilien Gustavo Kuerten, couronné à

Roland-Garros en 1997. Le match entre les deux hommes offrira à la France un demi-finaliste dans un des tournois les plus relevés du circuit, servi en « apéritif » des Internationaux de France (25 mai - 7 juin). Le vainqueur

affrontera le lauréat de la rencontre opposant le revenant allemand Boris Becker au redoutable spécialiste espagnol de la terre battue Alberto Berasategui, qui fut finaliste à Roland-Garros en 1994.

MONTE-CARLO
de notre envoyée spéciale
Mauvaise journée au boulot. Hébert et fatigué, Pete Sampras explique sa défaite contre Fabrice Santoro (6-1, 6-1), jeudi 23 avril, au troisième tour du Tournoi de Monte-Carlo : « Je me suis creusé un grand trou et j'y suis resté pendant tout le match. Je n'avais pas mon service, pas mon coup droit. » L'Américain, n°2 mondial, n'a pas digéré sa victoire contre Andre Agassi, la veille (6-4, 7-5). Ce match était le premier gagné en quatre participations.

« Perdre ainsi sur terre battue n'est pas très bon pour la confiance », a reconnu Pete Sampras, dont l'objectif de la saison est bien de gagner Roland-Garros. Il y a encore quelques jours, Fabrice Santoro, lui, était malade, victime, sans doute, d'une intoxication alimentaire. Le demi-finaliste de Monte-Carlo 1997 avait

même songé à déclarer forfait. « Je me trainais sur le court, j'étais pathétique », se souvient-il. Et puis, une séance de mésothérapie, samedi 18 avril, l'a remis sur pieds : « Dimanche, j'ai touché le fond. Lundi, j'étais en pleine forme. » Un premier tour facile contre son compatriote Arnaud Clément (6-2, 6-1) l'a remis en jambes, et Fabrice Santoro a retrouvé le rythme de son jeu. Comme en 1997, il s'est débarrassé (6-3, 6-0) du sourcilieux espagnol Sergi Bruguera, finaliste à Roland-Garros 1997. « Sergi n'a jamais aimé mon tennis », explique simplement le vainqueur. C'est que Fabrice Santoro appartient à la catégorie des empêcheurs de jouer en rond. Une vie passée sur la terre battue lui a enseigné le code de conduite de la surface : patience, acharnement, humilité, abnégation.

Devant Pete Sampras, jeudi, il a aussi fait preuve de lucidité. Fabrice Santoro s'est souvenu de sa dernière confrontation avec l'Américain. C'était en 1997, au premier tour de Roland-Garros. Le Français avait été balayé en trois

sets : « J'avais fait des erreurs. J'en ai tiré des leçons. J'avais été relégué 2 mètres derrière la ligne de fond de court. Cette fois, je n'ai pas cédé. Je n'ai bougé que pour aller de l'avant. » Dépit, commettant près de quarante fautes directes, Pete Sampras a fini par lâcher prise.

DUEL FRANCO-FRANÇAIS
Désormais, Fabrice Santoro mène, sur terre battue, par trois victoires à une. La nouvelle bête noire de l'Américain n'est pas à un paradoxe près. A vingt-cinq ans, 26^e joueur mondial, le Français connaît un nouveau pic dans une carrière capricieuse. Vainqueur de l'Orange Bowl en 1988, n°2 mondial chez les juniors, désigné petit prodige du tennis français au début des années 90, il avait été l'un des héros de la campagne victorieuse en Coupe Davis, en 1991, qualifiant l'équipe de France pour les demi-finales grâce à sa victoire, à Nîmes, dans le dernier match contre l'Australie.

Une tête un peu fragile, une sensibilité un peu trop exacerbée, une confiance bien modeste dans ce

monde de brutes aux ego parfois surdimensionnés, Fabrice Santoro s'est trop souvent perdu dans les circonvolutions d'un tempérament trop doux. Finaliste en simple et en double à Doha (Qatar), en janvier, il avoue lui-même avoir connu un début de saison « trop violent ». Avant qu'un microbe ne le déginge pour quelques mois. Même cyclothymie en Coupe Davis. En septembre 1997, lors du match de barrage contre la Belgique, il n'avait pu tenir son rang, contribuant à la relégation : « Je n'aurais pas dû accepter cette sélection, car je n'étais pas prêt. »

Pour cette raison, il avait décliné une nouvelle sélection pour la rencontre contre la Finlande, en mars, ce qui lui avait valu les foudres du capitaine Yannick Noah. Mais Fabrice Santoro veut toujours avoir confiance : « Grâce à cette semaine, j'espère que je vais pouvoir stabiliser mon jeu jusqu'à Roland-Garros pour y aller loin. » Roland-Garros, où il n'a jamais dépassé le cap des huitièmes de finale. « C'est le tournoi le plus difficile du monde, il faut tenir quinze

jours, et j'ai toujours du mal à garder la même fraîcheur physique », reconnaît-il.

En quarts de finale du Tournoi de Monte-Carlo, Fabrice Santoro rencontrait Cédric Pioline, vendredi 24 avril. Le n°1 français a lui aussi réalisé une performance, jeudi, en disposant (7-6, 6-1) du Brésilien Gustavo Kuerten, le tenant du titre de Roland-Garros. Autre belle victoire, celle de Boris Becker. Venu en semi-retraité, aujourd'hui plus entraîneur que joueur, l'Allemand s'est qualifié pour les quarts de finale en dominant l'Australien Mark Philippoussis (6-1, 6-1). Petr Korda s'est battu comme un fou pour se sortir d'un match magnifique contre l'Espagnol Alberto Costa (5-7, 6-4, 6-4). A la faveur du forfait de Marcelo Rios, n°1 mondial et tenant du titre monégasque, le Tchèque convoite sa succession. Pour cela, il doit parvenir en finale. Sinon, c'est Pete Sampras qui reprendra la place, lundi 27 avril. L'Américain n'aura pas tout perdu.

Bénédicte Mathieu

Bourges, invité surprise de la Coupe du monde de football des banlieues

A domicile, les « Clandos » se sont qualifiés pour la phase finale de cette compétition, organisée en parallèle du Mondial

BOURGES
de notre envoyée spéciale
« Une reprise de volée à la Diego Maradona ! Y'a plus de boucan ! qu'au stade Maracana. » Il s'appelle Mathieu. Nom « de star » : Mathusale'M. Il rape pour le groupe Riposte, basé à Orléans, et lâche sa tirade pour montrer que hip-hop et football font bon ménage en France. Comme rock et football en Grande-Bretagne. Tous les grands groupes de rap « chantent le ballon rond ».

Les Marseillais d'abord, qui vont au Vélodrome : IAM (« Ce soir, on vous met le feu ») « peut annuler un concert le jour d'un PSG-OM » ; Massilia Sound System donne des concerts avec des maillots de l'OM ; les membres de Fonky Family sont copains de Claude Makelele ; Doc Gynéco hurle : « Un passément de jambes sur un beat de flambe. » NTM a gagné en 1997 un tournoi organisé pour les gens de la musique - la Santiago d'or. Quant à MC Solaar, très doué ballon au pied, il fait chanter les mots autour du « protège-tibia ».

Mathusale'M et les autres défendent surtout le football des « banlieues et des quartiers ». Durant le dernier Printemps (musical) de Bourges, dix quartiers de grandes villes de France ont participé, à un tournoi pour sélectionner les quatre équipes françaises qui participeront, du 1^{er} au 12 juillet, à la Coupe du monde des banlieues, sur un terrain de Saint-Denis, à quelques pas du Stade de France et du « vrai » Mondial.

Mathusale'M a supporté son équipe des « Clandos de Bourges », des gamins de quinze à dix-huit ans, sortis des deux quartiers populaires de la ville, la Chancellerie et Gibjongs. Et contre toute attente, les Berruyers se

font des concerts, en juillet, après les matches qui rassembleront, à l'initiative de la ville de Saint-Denis et du conseil général de la Seine-Saint-Denis, 700 jeunes issus des banlieues de Paris, Johannesburg, Buenos Aires, Tuzla, Madrid, Los Angeles, Varsovie, Montréal, Sao Paulo, Bruxelles.

35 000 billets du Mondial déjà vendus par téléphone

France Télécom a achevé, jeudi 23 avril, sept millions d'appels (dont deux millions venant de l'étranger) vers le standard du Comité français d'organisation où se vendent les dernières places pour la Coupe du monde 1998. Les 90 personnes du standard ont été en mesure de délivrer quelque 20 000 billets. Mercredi, 15 000 des 110 000 unités mises en vente avaient trouvé preneur.

L'immense majorité des appels a été arrêtée par un message enregistré expliquant qu'« en raison d'un trop grand nombre d'appels, votre demande ne peut aboutir... » France Télécom précise que seuls les appels ayant abouti seront facturés. Par ailleurs, la Commission européenne s'apprête à envoyer une « communication des griefs » au CFCO, jugeant le mode de distribution des places discriminatoire. Dès que le destinataire l'aura reçue, il aura un mois pour y répondre et une audition sera organisée à Bruxelles.

sont qualifiés, aux côtés de « Boca Junior » de Toulouse, « Planète Mars » de Marseille, « Les Montreux » de Saint-Etienne.

Chaque quartier qualifié est associé à un groupe de musique de sa région. Pour Bourges, c'est donc Riposte. Mathusale'M : « On va toucher le ballon avec eux. S'il y en a un qui rape, il rapera avec nous. » Réponse d'un joueur : « On est très groove ; on aime IAM. » Tous les groupes donneront en ef-

Milan, Yako (Burkina Faso), Beit Jala (Palestine), Larbaa (Algérie), etc. Et Bourges.

Que l'équipe berruyère soit conviée à la fête n'est que justice quand on sait qu'à l'origine de ce projet « Banlieues du Monde 98 », et notamment du dialogue football-musique, on trouve le Printemps de Bourges. C'est l'équipe du Printemps qui a chargé le club Jeunes Bourges Nord, « le plus roots », le plus enraciné dans les

quartiers, avec son stade au cœur de la cité Gibjongs - « un ancien terrain vague » - de dénicher les meilleurs footteurs des immeubles.

Les matches de sélection - ce sera la même chose à Saint-Denis - ont eu lieu sur des demi-terrains avec sept joueurs, deux remplaçants, et pas de hors-jeu, « pour éviter les contestations ». Chez les « Clandos », cinq sont d'origine maghrébine, un portugaise et deux française. « Une équipe multiculturelle », dit le président, pas peu fier. Le niveau des quatre équipes retenues serait surprenant : « Ça joue vraiment bien, dit l'entraîneur des « Clandos ». Je serai recruteur d'un club pro, j'irai jeter à un coup d'œil à Saint-Denis en juillet. »

L'ALGERIE, LE BRÉSIL

Certains joueurs sont des « petites stars » de leur cité, d'autres inscrits dans des clubs traditionnels. Ces clubs classiques, une douzaine, n'ont d'ailleurs pas vu d'un bon œil l'arrivée d'un projet atypique : « On leur a écrit pour qu'ils passent le message auprès des jeunes des quartiers mais nous n'avons reçu aucune réponse, dit un des organisateurs du tournoi. On nous a pris pour des chèvres. »

Pour rien au monde les joueurs retenus n'auraient raté cette aventure : « On est entre copains et on va vivre des choses incroyables. » D'où une nouvelle ferveur à Bourges Nord où tout le monde se passionne pour le Mondial des

banlieues : « On sait qu'ils comptent sur nous. On ne va pas faire de la figuration », dit Mohamed. L'enjeu était en effet de taille, lors des sélections : passer douze jours à l'ombre de la Coupe du monde, rencontrer des jeunes et des musiciens des quatre coins de la planète, assister à un match du Mondial.

Evidemment il y a eu des cris et des larmes, parmi les recalés. « Ça a joué chaud » mais « ce n'est pas parti en sucettes » (« baston »), dit Karine Noulette, de l'association Emmetrop, très présente dans ces quartiers nord. Maintenant, les rêves s'ébauchent parmi les joueurs : « On voudrait jouer l'Algérie, discuter du problème de leur pays. » « Et puis le Brésil, ce serait fou ! » Leur entraîneur : « Les Allemands, aussi... » Un joueur, mitigé : « Ouais, les Allemands... »

Michel Guerrin

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde-LCI

CLAUDE ALLEGRE

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
PATRICK JARREAU (LE MONDE)
ET
PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

Venez danser, chanter, rire, et pleurer avec nous.

50^e anniversaire
Jeudi 30 avril

ARTS Le Musée de Picardie présente, jusqu'au 17 mai, un artiste à part, inclassable, ni pop ni nouveau réaliste, en un mot : libre. A cheval entre Paris et New York, Alain Jacquet est devenu un maître du « camoufage ».

Naissance de Venus inscrite dans le coquillage qui sert de logo à la marque Shell, détournements de Chirico, Mondrian, Klint

ou Picasso - associés à des images nouvelles puisées dans l'art populaire -, le peintre se trouve mille et une raisons de continuer la peinture sans avoir l'air de la prendre au sé-

rieux. ● CHAMPION DU MEC ART, ou Mechanical Art, Jacquet met à jour les techniques de reproduction mécanique en agrandissant les points de la sérigraphie. ● DEPUIS

LES ANNÉES 70, l'artiste explore le cosmos, peuplant l'espace interstellaire de « donuts » (« beignets »), étranges déformations de planètes aux formes mâles ou féminelles.

Avec Alain Jacquet, la peinture tourbillonne au milieu des étoiles

On ne le voit pas très souvent sur les cimaises. L'exposition d'Amiens rassemble des pièces anciennes et récentes souvent inédites : ce qu'il faut pour renifler le vent de liberté qui anime le parcours du peintre

ALAIN JACQUET, ŒUVRES 1951-1998. Musée de Picardie, 48, rue de la République, 80000 Amiens. Tél. : 03-22-97-14-00. Jusqu'au 17 mai. Catalogue 185 F.

Barouleur et insoumis, à cheval entre Paris et New York, faisant toujours cavalier seul, s'absorbant d'une scène, de l'autre ou des deux, resurgissant ici ou là avec de nouvelles cravates et des bottes plus pointues que jamais, le personnage interloqué. Sa peinture aussi. Ni pop ni nouveau réaliste, mais dans les franges à ses débuts, Alain Jacquet a toujours été, et reste, un artiste à part, libre comme l'air, jouissant des images, de la peinture et des mots, jouant des trois.

L'aperçu de son parcours que propose le Musée de Picardie en une centaine d'œuvres n'a pas de mal à nous convaincre de son ori-

ginalité. Il est réjouissant, plein d'imprévus, apparemment décousu, de fait beaucoup plus cohérent qu'il n'y paraît. La mise en relation de tableaux d'hier et d'aujourd'hui, par-delà les tournures variées que prennent les apparences, montre assez la constance des idées et des thèmes chers au peintre.

Il y a là plein de raretés, des inédits, des petites choses des débuts, dans les années 50, notamment deux marines : la vue d'un petit port perdu, intitulée *Le Rat mort*, où l'on cherche le rat, le mort et le rameur (1951), et *Le Remorqueur* qui sombre, trop chargé, comme si les désirs d'évasion ne pouvaient que claqueter sous le poids des bagages dont on ne peut se séparer. L'histoire de Jacquet tourne autour de ce dilemme.

Le grand départ de l'artiste commence en 1961, par la mise en jeu de son nom. Il peint un Jac-

quet très fauve avec des dents bleu, blanc, rouge qui prennent en étau le tapis vert. Suivent des interprétations d'images d'Épinal comme cette allégorie de *l'Union entre la France et l'Autriche*, en accens de couleurs tranchées : le « camoufage » était né.

DÉTournEMENTS

Pendant deux ans et plus, au moins de 1962 à 1964, Jacquet camoufle. Il camoufle toutes sortes d'images, publicités, comics, reproductions d'œuvres d'art ancien : *La Naissance de Venus* de Botticelli en particulier, dont il tire trois variations sur le nu allégorique qu'il a eu l'idée d'inscrire dans une pompe à essence, de la marque Shell, bien évidemment. Cela, sans la moindre lourdeur, avec une palette riche et tendre comme le printemps.

Les classiques de la modernité le motivent aussi : Chirico, Mon-

drian, Klint, Picasso, Matisse et quelques autres y passent, dont on reconnaît plus ou moins les tableaux mêlés à de nouvelles images puisées dans la culture populaire du moment. Enfin, Jacquet jette son dévolu sur les artistes américains. Il combine, par exemple, les rayures et les étoiles des drapeaux de Jasper Johns avec le chien de « La voix de son maître », ou traite en rayures et points tramés le *Hot-dog* de Lichtenstein, en lui donnant une échelle panoramique : la version qui est présentée (6 mètres de long, réalisée en recourant à la robotique) est toute récente, celle de 1963 ayant été découpée en morceaux et dispersée à 10 francs pièce, un jour de déché, probablement. Il y en a eu.

Les détournements que trame Jacquet ne sont ni vachards, ni ironiques, ni injurieux à l'égard de ses hôtes. Alors, pourquoi fait-il

cela ? L'artiste vous dira que c'était une façon de ne pas s'embêter à chercher des sujets. Sa réponse n'est pas absolument convaincante, mais elle n'exclut pas d'autres raisons. Cette confrontation amusée du peintre avec des peintres morts ou vifs ne serait-elle pas une façon de continuer la peinture sans avoir l'air de la prendre au sérieux ? Une façon de ne pas perdre complètement le fil de son histoire.

« Une mise en abyme du monde visible »

Catherine Millet décrit, dans *Alain au pays des pixels, la recherche sur le visible et l'invisible d'Alain Jacquet*.

« Cet art, qui est une mise en abyme du monde visible, recourt aux jeux de reflet, de miroir, soutenus par un usage de la photographie, celle-ci parfois intrinsèque à la peinture. Le langage participe également très étroitement à ce travail de diffusion du visible. Réglages optiques ou transcriptions d'un code dans un autre, les œuvres peuvent être définies comme des mises au point sans cesse corrigées, la recherche toujours reconduite de la « bonne distance ». Au sujet de Jacquet, Nicolas Bourriaud a parlé de l'effort d'accommodation auquel est contraint le regard devant ces images tramées des années 60. Il a aussi remarqué le « vide » qui nous tient à distance du plus fameux tableau de cette série, le *Déjeuner sur l'herbe*, comme si la mise au point de l'objectif avait « fixé quelque objet invisible situé bien avant le groupe des figures ».

A l'époque, il n'y a pas grand monde dans les rangs avant-gardistes pour suivre un tel chemin. Lichtenstein peut-être, avec qui Jacquet fait d'ailleurs le point, à sa manière, abordant tout autrement que lui, et que les autres Américains, un problème qui, outre-Atlantique, occupe les esprits : celui de la diffusion et de la reproductibilité des images.

Jacquet, champion de ce qu'il a appelé le Mec Art (ou Mechanical Art), met à jour les techniques de reproduction mécanique en agrandissant les points de la sérigraphie. Le *Déjeuner sur l'herbe* de Manet, dans lequel il se love, donne lieu à une quantité de toiles, de la scène entière transformée par un néo-divisionnisme serré à l'infime détail grossi, qui finit en tableautin ponctué de trois taches. A travers sa fission des

images, il n'est pas loin du pixel et de l'esthétique numérique d'aujourd'hui... Jacquet va de l'avant en se servant du passé qu'il met sens dessus dessous.

Après ses camouflages d'objets, de moulages, de masques et même d'un portail sculpté roman, pareil trafic l'aide à décoller toujours plus la pensée de la peinture et de son support traditionnel, à envisager un espace-temps des images. Jacquet vit mieux dans ces glissements et retournements perpétuels, hors des apparences, de l'esprit de surface et de discontinuité entre le visible et le non-visible, le dehors et le dedans. Et l'artiste d'enchaîner idées et visions à la manière d'un ruban de Moebius.

Après 1968, Jacquet fait le blanc, la pause, un temps. Besoin de réflexion. Le point le conduit à l'écriture Braille, au langage binaire. Il s'intéresse à la pensée orientale, et commence à regarder le monde de haut. Partant d'une image de la Terre réalisée par les cosmonautes de la NASA lors de leur première mission sur la Lune en 1969, il produit au début des années 70 ses premières visions symboliques autour de l'image de la Terre : Terre-mère, Terre féconde. Et ça tourne.

Conséquences : dérivés des continents chargés de figures féminines, déformations, anamorphoses, lumières et fenêtres culturelles dans la nuit cosmique. Dans *La Dentellière* (1978-1980), le globe cher à Vermeer et celui des cosmonautes ne font qu'un, posé sur une table, avec en premier plan une bobine de fil et un dé.

IVRESSE DES HAUTEURS

L'exploitation de la trame concentrique de cette même image de la NASA dura dix ans. Depuis, Jacquet, atteint par l'ivresse des hauteurs dont on ne revient pas, explore son cosmos en recourant aux techniques les plus modernes de fabrication des images : ordinateur, puis robotique, mais en les reliant toujours à des figures archétypales. Brouillages, tourbillon cosmique et tourbillon de la vie... le voyage continue sur grand écran, avec ce que l'artiste appelle des « donuts » (ou « beignets ») : d'étranges déformations de planètes (mâles ou féminelles) en forme de tores et de boudins, projetées dans l'espace interstellaire comme des bouées de sauvetage et des bites d'amarrage. Pour une pensée des origines que l'artiste raccroche toujours à des tableaux de l'histoire humaine : *Bonjour, monsieur Courbet* ou *La Danse* de Matisse. Avec Alain Jacquet, on n'a pas le temps de s'ennuyer.

Geneviève Breerette

De l'Ecole des beaux-arts aux « Donuts »

● 1939 : Naissance d'Alain Jacquet à Neuilly-sur-Seine.
● 1951-1961 : avant de se consacrer à la peinture, Jacquet s'intéresse au théâtre et à l'architecture. En 1959, il commence des études d'architecture à l'Ecole des beaux-arts de Paris. C'est à cette époque qu'il se lie d'amitié avec Yves Klein, Martial Rayss, Jean Tinguely, Nikl de Saint-Phalle et le critique Pierre Restany.
● 1961-1964 : Première exposition personnelle, galerie Breteau. L'artiste commence à produire ses « Camouflages », qui seront exposés à Londres, en 1963, et à New York, Galerie Iolas, en 1964.
● 1964-1968 : Séjour à New York, où l'artiste vivra désormais une partie de l'année. Rencontre des pop-artistes. Naissance du « mec art ». Début du travail autour du *Déjeuner sur l'herbe*. Jacquet est présent dans la plupart des grandes expositions internationales (Documenta de

Kassel, « Quand les attitudes deviennent formes », notamment).
● 1969-1972 : Période de réflexion et de transition : livres en braille, dessins à la feuille d'or...
● 1972-1998 : Premiers paysages de la Terre, à partir d'une image prise par les cosmonautes de la NASA, en 1969. En 1976, Jacquet expose à la Biennale de Venise une étrange sculpture : *La Baratte*, constituée de 64 signes du braille, qui selon l'artiste « permettent d'écrire le langage passé et à venir ». L'œuvre ne figure pas dans l'exposition d'Amiens. Exposition à l'ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, en 1978. Recherches sculptées autour de l'anneau de Moebius. Dans les années 80, l'artiste qui se sert de la robotique élabore ses premiers *Donuts*. En 1992, Jacquet épouse Sophie Matisse, dont il aura une fille. 1993 : exposition aux galeries contemporaines du Centre Georges-Pompidou.

Deux compagnies
s'associent pour vous offrir
3 vols A/R par jour*

Orly - Zurich




Pour faciliter vos déplacements vers Zurich, Swissair et AOM se sont associées et vous proposent en exclusivité 3 vols par jour* au départ d'Orly Sud. Membre de **Qualifyer** ou de **Capital** d'AOM, ce rapprochement vous permet également de cumuler davantage de Milles ou de Points. Que vous voyagiez avec l'une ou l'autre des 2 compagnies, vos Milles ou vos Points sont immédiatement crédités sur votre compte. Et jusqu'au 30 Juin 98, nous doublons le nombre de Milles ou de Points pour chaque billet acheté.

* 2 vols par jour les samedis et dimanches.

AOM : 0 803 00 1234 (1.09 F (t.c.m)) - SWISSAIR : 0 802 300 400 (0.79 F (t.c.m))
3615 AOM ou SWISSAIR (1.29 F (t.c.m)) ou votre AGENCE DE VOYAGES

espéranto n
Lhasa de S

SECTION DISQU

سكس الاصل

Il est l'élément central de la stratégie de développement de la compagnie. Il est le cœur de la machine à vapeur de la SNCF. Il est le moteur de la croissance de la compagnie. Il est le bras armé de la stratégie de développement de la compagnie. Il est le cœur de la machine à vapeur de la SNCF. Il est le moteur de la croissance de la compagnie. Il est le bras armé de la stratégie de développement de la compagnie.

QUAND ILS ACCUEILLENT MONSIEUR BERTRAND, GRAND CAPITAIN D'INDUSTRIE,
NOS SIÈGES SE RAPPELLENT QU'IL EST AVANT TOUT UN HOMME GRAND.

Larges (70 cm.), inclinables (123°), en Première et en First Premium, nos sièges vous offrent un espace maximum.
Que vous soyez un grand brasseur d'affaires ou une grande figure de la finance. Ou un grand tout court.

EUROSTAR. PARIS - LONDRES D'UN SEUL TRAIT.



SNCF

سكك الحديدية